



Pour un choc des moyens et des salaires, contre le choc des savoirs et le tri social, amplifions la mobilisation

Depuis le mois de janvier, les personnels de l'Éducation se mobilisent pour obtenir les moyens nécessaires à la réussite de leurs élèves, pour leur salaire et contre le « choc des savoirs ».

Le « choc des savoirs » est un renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École et instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficulté et les autres ainsi qu'une discrimination sociale.

L'organisation des enseignements de français et de mathématiques en groupes de niveaux en collège est une véritable usine à gaz, néfaste pour les élèves, particulièrement pour les plus fragiles et qui va dégrader les services des personnels. Les nouveaux programmes, la labellisation des manuels et la généralisation à tous les cycles des évaluations nationales vont restreindre la liberté pédagogique et remettre en cause la professionnalité des enseignant-es ; le DNB couperet et les « prépa secondes » vont aggraver le tri social.

La réforme de la voie professionnelle est dans la droite ligne de la logique de libéralisation du marché du travail, en réduisant les offres de formation des jeunes, quels que soient leurs vœux, aux besoins du bassin d'emploi et en imposant un parcours différencié réduisant le temps à l'École. C'est un renforcement du tri social des élèves en les assignant à leur classe et à leur lieu de vie. C'est de nouveau un plan « social » qui se dessine chez les PLP avec la fermeture des formations considérées comme non insérantes.

Les conditions de travail des personnels se dégradent et les travailleurs-euses subissent une perte de sens de leur métier : manque d'infirmier-es et d'assistant-es sociales face aux difficultés de plus en plus criantes de nos élèves, manque d'AED et d'AESH, qui subissent en plus la maltraitance institutionnelle, manque de personnels techniques et administratifs à qui on impose l'expérimentation de nouveaux outils...

Ce n'est pas d'un choc des savoirs dont l'Éducation nationale a besoin mais bien d'un choc des moyens et des salaires. L'Éducation nationale ne peut faire l'économie des près de 700 millions d'euros dont veut la priver le gouvernement.

À l'image de ce qu'a vécu l'hôpital public, le service public d'Éducation s'enfonce dans une crise sans précédent sous les coups de boutoir des politiques austéritaires et antisociales de ce gouvernement.

Les grèves nationales des 1^{er} et 6 février des 8 et 19 mars et du 2 avril ainsi que l'ensemble des actions locales, grèves, manifestations, rassemblements, réunions publiques, pétitions, « collèges morts », « nuits des écoles et des établissements » ont démontré l'ampleur de la colère des personnels de l'Éducation nationale et permis de convaincre les parents de la dangerosité des groupes de niveaux.

C'est en ancrant cette mobilisation dans la durée par exemple, par plusieurs jours de grèves consécutifs, que nous obtiendrons satisfaction des revendications.

C'est pourquoi nos organisations, CGT Éduc'action, FNEC-FP-FO, FSU, SUD éducation, appellent les personnels à se réunir dès la rentrée de chaque zone de vacances afin de débattre des suites et des modalités de la mobilisation.

Nos organisations appellent les personnels à refuser de mettre en œuvre le tri des élèves dans des groupes et à bloquer la réforme.

Elles soutiennent toutes les grèves, y compris reconductibles et autres formes de mobilisations (manifestations, rassemblements etc), en cours et à venir, décidées par les personnels ou proposées par les intersyndicales locales et à participer massivement à la mobilisation du 1^{er} mai.

Elles appellent à faire de la semaine du 13 mai, une semaine d'amplification et de convergence de toutes ces mobilisations et à participer massivement aux manifestations unitaires avec les parents d'élèves du samedi 25 mai « contre le choc des savoirs, pour le choc des moyens et des salaires pour l'École publique ».

Paris, le 25 avril 2024